



**PASSION ARABE. JOURNAL, 2011-2013****Gilles Kepel**

Paris, Gallimard, 2013, 496 pages

Il existe plusieurs postures possibles pour appréhender ces soulèvements arabes qui nous ont pris par surprise voici bientôt trois ans. La première consiste à développer *a posteriori* de nouvelles spéculations sur les causes qui ont conduit à la destitution des régimes, depuis l'immolation de décembre 2010 à Sidi Bouzid jusqu'aux actuelles déchirures syriennes ou égyptiennes. La deuxième, renonçant à ouvrir l'insondable boîte noire des processus déclencheurs, se cantonne à l'élaboration de scénarios prospectifs sur ce qu'il pourrait advenir, désormais, de cette région Méditerranée-Moyen-Orient sens dessus dessous. Gilles Kepel en choisit une troisième : revenir, encore et toujours, sur le terrain, pour faire parler les acteurs, les observer, les écouter. Paradoxalement, la prétention de cette approche est dans sa modestie : être capable, au milieu du chahut des prophètes et des donneurs de leçons, de reprendre la route empirique. Retrouver le sens de l'enquête, conserver la curiosité, malgré les succès connus et les fonctions exercées depuis, comme au premier jour de ce voyage de l'été 1974 qui lança pour toujours notre auteur sur les sentiers d'Orient. Reprendre la route pour comprendre, pour entendre ceux qui sont le mieux en mesure de nous éclairer sur les « printemps » arabes : les Arabes eux-mêmes.

Il fallait, pour y parvenir, cette passion proclamée et assumée en titre. Une passion qui a su tisser des liens humains, affiner une intuition déjà étonnante à l'époque du livre *Le Prophète et le Pharaon*<sup>1</sup>, étoffer un carnet d'adresses aujourd'hui précieux. Après combien d'ouvrages traduits en près de 20 langues, après combien de jeunes docteurs formés (dont certains l'accompagnent au fil des pages dans ce récent périple, impressionnant les épouses de chefs druzes – sans doute réciproquement), après combien d'hommages<sup>2</sup>, cette passion qui revendique déjà 40 années de terrain dans la région<sup>3</sup> est non seulement intacte, mais s'allie à l'analyse pour nous donner ce tableau inédit. Qu'y trouve-t-on ?

On y retrouve un style désormais connu, que confirme l'exercice du journal : Gilles Kepel sait écrire (ce n'est pas un axiome en sciences sociales). Son coup de griffe est fréquent, souvent par amour de la formule (cette « chape de plomb plaquée or » que l'Arabie Saoudite ferait peser sur ses obligés...), mais aussi par blessure : « Priver un professeur de ses cours, lui enlever ses étudiants, une sorte de mise à mort », rappelle-t-il au détour d'un morceau d'anthologie teinté de correspondances (au sens baudelairien) dans un champ de cognassiers syrien,

1. G. Kepel, *Le Prophète et le Pharaon*, Paris, La Découverte, 1984, réédition augmentée chez Folio Histoire, Paris, 2012.

2. En 2005, deux revues anglo-saxonnes, *Foreign Policy* et *Prospect*, classaient Gilles Kepel parmi les quatre seuls Français à figurer parmi les 100 intellectuels vivants les plus influents dans le monde.

3. Surpris par ce chiffre vénérable lancé en introduction, le lecteur sera toutefois vite rassuré par la reproduction couleur d'un passeport glissée en quatrième intérieure, qui viendra habilement rappeler, date de naissance à l'appui, que Gilles Kepel se situe en réalité – en âge – entre Nicolas Sarkozy et José Manuel Barroso (ou, pour les non-politistes, qu'il est le cadet d'Isabelle Adjani).

après plusieurs allusions à la fermeture de « sa » chaire sur le Moyen-Orient, par un mois de décembre 2010 où il ne se passait rien.

Ce journal qui a donné lieu à un reportage télévisé réussi (ce n'est pas un axiome, etc.) est loin, pourtant, de se réduire à des impressions personnelles. Retraçons d'abord l'itinéraire : Israël et Palestine, puis Égypte, Tunisie, Libye, Oman, Yémen, Égypte encore, Libye à nouveau, retour en Tunisie, Qatar, Bahreïn, un détour d'aéroport par l'Arabie Saoudite, avant d'aborder le Liban, Istanbul, Antioche et la Syrie enfin, avant le point final du haut d'un hôtel de Dubaï. Au centre de ce livre dont il faut par ailleurs saluer la facture agréable, une série de photos fortes, violentes, moins douces que le portrait de cette femme libyenne victorieuse qui figure en couverture, donnent corps à l'enquête et rappellent tragiquement ce que terrain veut dire. Les citations, longues, sont l'arme de Gilles Kepel. Elles donnent la parole aux acteurs. On écoute le professeur Gherairi expliquer à Tunis, en interaction avec l'auteur, qu'une fois le régime décapité dans un pays donné, deux instances sont en compétition (un gouvernement provisoire regroupant des figures modérées de l'ordre précédent dans un pouvoir qui s'effiloche graduellement et un comité de salut public qui reprend à son compte la violence révolutionnaire et distance ainsi les premiers), séparées en Tunisie par la Haute Instance, dans un processus resté isolé qui ne s'est pas rencontré dans les autres pays arabes du fait de l'absence, ailleurs, de la même classe moyenne éduquée. On écoute avec attention ces femmes égyptiennes qui expriment leur fierté (« C'est la démocratie, maintenant, comme chez vous ! »), mais dans un clivage sans fard : les coptes ont voté pour le général Chafiq « qui ne mélange pas la religion et la politique », les musulmanes ont voté Morsi parce que « l'Égypte est musulmane, Mohamed Morsi gouvernera selon l'islam », et avec les Frères Musulmans, « mais tous les bons musulmans sont salafistes » – que l'on songe, en les entendant, à l'Égypte coupée en deux de juillet 2013.

On distingue alors clairement, entre les fils enchevêtrés des soulèvements successifs, des situations ô combien différentes, entre une Tunisie où Ennahda a bénéficié de l'aura du parti des prisonniers, une Égypte où les Frères musulmans ont rejoint le soulèvement avec retard mais dont l'appareil aux structures et aux réseaux si rodés s'est imposé face aux concurrents dans l'exercice électoral, une Libye plus confuse, dont les militants religieux sont arrivés tard aussi dans le jeu, sans les structures des Frères égyptiens, mais auréolés de leurs milliers de martyrs tombés face à Kadhafi.

On écoute l'auteur lui-même, cette fois, dresser les portraits des principaux protagonistes, revenir sur Bourguiba, expliquer Marzouki, raconter Ghannouchi qu'il interviewe quelques pages plus loin, pour l'entendre à son tour analyser le salafisme. C'est un peu plus tard Samir Frangié, au Liban, qui dit à Gilles Kepel son absence d'inquiétude face au risque de résurgence radicale, parce que le changement est selon lui total, profond, irréversible : les peuples n'ont plus peur de dire leur colère dans un processus de quasi-démocratie directe, à répétition s'il le faut. Et de citer le cas du député salafiste Mamdouh Ismaïl, obligé de faire un communiqué d'excuses après avoir reçu 1 150 000 insultes sur Facebook, pour avoir voulu prier en plein Parlement. On songe, là encore, à la destitution de Mohamed

Morsi à l'été 2013. Entendons aussi, avec le chercheur présent sur place, les prêches sunnites du cheikh Rafei, au Liban, en appeler à la destruction de « cette alliance secrète [chiite] qui s'étend de l'Iran jusqu'à ses alliés en Irak, en Syrie, au Liban et en Palestine ».

On l'aura compris, en sus du « journal » annoncé, c'est encore l'analyse sociopolitique, entrée dans le sac à dos de l'auteur un jour d'été 1974, qui fait ce nouveau voyage avec lui, sans l'avoir jamais quitté. Certes parsemées d'impressions personnelles, d'émotions au croisement d'un souvenir, d'une odeur de cardamome ou de regards en amande, les pages de ce livre se lisent bien au prisme de la science politique. Pour nous en dire quoi ? Pour nous dire, d'abord, que le terrain est irremplaçable et reste la meilleure école. Que face à lui, nous ne sommes pas, nous chercheurs, tous égaux en dépit de débits Internet croissants. Qu'à l'épreuve de l'événement inattendu, du processus politique non identifié ou du fait social complexe, ce retour au terrain reste la valeur sûre, entre reconstitution autolégitimatrice et fuite prospective sans preuve. Que beaucoup de ceux qui *font* l'analyse politique nouvelle du monde arabe aujourd'hui en France ont travaillé dans cet esprit, avec Gilles Kepel, et avant lui avec Rémy Leveau qui fut son maître. Arabisants, ils ont pu faire parler, et conjurer, ce fameux terrain : on pense à Bernard Rougier sur le Liban (aujourd'hui directeur du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales [CEDEJ] au Caire), à Stéphane Lacroix sur l'Arabie Saoudite, à bien d'autres qui nous pardonneront de ne pouvoir tous les citer. Et cette école – car il s'agit bien d'une école – nous rappelle opportunément cette règle dérangement des sciences sociales, qui veut qu'à l'origine de l'analyse du comportement des acteurs, il y ait les acteurs.

Retour au terrain, retour aux acteurs : la règle est implacable. Elle n'est pas accessible à tous. Elle demande formation, compréhension, patience, soutien d'une véritable entreprise académique. Cette règle a ses professionnels, sa relève, animée par des jeunes chercheurs auxquels Gilles Kepel a transmis l'envie – et fourni les moyens – de se mesurer à la réalité vivante du terrain, sans laquelle il n'y a pas d'analyse internationale possible. Leur travail est indispensable à l'excellence universitaire, indispensable à l'expertise politique, indispensable à la pensée stratégique. Ne pas reconnaître cela serait plus qu'une erreur : une faute. À un moment qui n'est pas le plus propice.

**Frédéric Charillon**

Professeur des universités, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

## PRESIDENTIAL LEADERSHIP AND THE CREATION OF THE AMERICAN ERA

Joseph S. Nye Jr

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2013, 200 pages

## FOREIGN POLICY BEGINS AT HOME.

### THE CASE FOR PUTTING AMERICA'S HOUSE IN ORDER

Richard Haass

New York, Basic Books, 2013, 208 pages

La question du *leadership* présidentiel aux États-Unis ne cesse d'être posée, que ce soit en matière de politique intérieure ou d'affaires étrangères, et revient toujours sur le devant de la scène, que le pays soit en période d'expansion ou de repli sur soi-même. Cette question de *leadership*, qui est au centre de *Presidential Leadership and the Creation of the American Era* de Joseph S. Nye Jr et de *Foreign Policy Begins at Home* de Richard Haass, porte en soi une autre dimension, qui est celle de l'influence, et plus particulièrement de la mesure de l'influence. Quelle est l'influence d'un président sur le déroulement des événements qui structurent sa présidence, et comment peut-on la mesurer ? Cette question est au centre de ces deux ouvrages, qui posent chacun les jalons d'une réflexion sur l'impact du *leadership*, une réflexion qui trouve un écho particulier en ces temps où le système politique américain semble être fortement remis en cause, de par son incapacité chronique à légiférer et les luttes partisans intraitables entre républicains et démocrates au Congrès, avec en toile de fond un président Obama au *leadership* absent, qui semble incapable d'influer sur les débats et de participer au nécessaire travail de compromis.

Avant de juger le travail du président Obama, Joseph Nye essaye de quantifier le rôle des présidents dans les différentes phases d'expansion de la puissance américaine. En étudiant huit présidences différentes, de Theodore Roosevelt à Ronald Reagan, Nye nous offre une grille de lecture novatrice des types de présidence qui apporte une vraie valeur ajoutée aux études précédentes. Nye catégorise les présidents par leur style de *leadership* et pose par là même la question de l'efficacité de certains modes de direction, tout en ne perdant pas de vue l'importance de la variable de l'« attribution erronée au leader » (de succès ou de torts). Derrière cette notion d'efficacité se cache le désir d'aller au fond du problème : dans quelle mesure le président a-t-il influé sur le déroulement de certaines situations ?

Ici, Nye prend à rebours les grands sondages menés auprès de spécialistes de la présidence sur les « meilleurs présidents américains de l'histoire », en mettant en avant l'impact du *leadership* de présidents aux méthodes transactionnelles comme Dwight Eisenhower et George H. Bush, par rapport aux présidents « transformationnels » qu'ont été Franklin Roosevelt ou Ronald Reagan, qui ont cherché à être à la base de changements majeurs, sans toutefois y parvenir – Nye considérant notamment que Reagan n'a fait qu'accélérer le processus de chute de l'URSS. À l'appui de sa démonstration, Nye fait intervenir deux véritables nouveautés – à l'apport contrasté – dans les études sur la présidence : l'auteur cite l'« intelligence contextuelle » comme facteur différenciant les présidents qu'il juge comme ayant

été influents, mettant ainsi en avant la capacité des présidents à prendre des décisions en fonction de situations données et à les mettre en œuvre ; de manière plus controversée, Nye essaie de renforcer l'importance de cette intelligence contextuelle en imaginant des scénarios d'histoire contrefactuelle. Sur le mode de Niall Ferguson, Nye réécrit et réinterprète l'histoire, en imaginant par exemple ce qui se serait passé si Harry Truman n'avait pas été élu. Cet exercice, mené avec brio même s'il reste méthodologiquement contestable, contribue à mettre au centre du livre l'importance du processus décisionnel, renforçant par là même la centralité du *leadership* et de la présidence au sein du système politique américain. Surprenante d'un point de vue historique et méthodologique, la démonstration de Nye est complétée par un travail argumenté de notation de la dimension éthique des présidences étudiées.

Controversée sur ses fondements méthodologiques, la notation des présidences permet à Nye de mettre en avant une dimension fondamentale et sous-étudiée de la politique étrangère américaine : l'idée selon laquelle les valeurs et morales qui sont au fondement de l'exceptionnalisme américain constituent la base sur laquelle les présidents sont eux-mêmes jugés, signifiant ainsi qu'un bon président n'est pas forcément celui qui a connu le succès dans ses initiatives, mais plutôt un *leader* qui a su mesurer les risques qu'il faisait encourir aux autres par ses décisions. Cet équilibre entre buts, moyens et risques peut être inféré de l'intelligence contextuelle d'un président, et il n'est donc pas surprenant que les meilleures notes soient attribuées aux présidents qu'il juge comme ayant étendu la puissance américaine à l'étranger de manière prudente et modérée. En fin de compte, ce manuel de compréhension et d'analyse du *leadership* présidentiel, même s'il apporte des éclairages intéressants car provocateurs dans un champ d'études saturé, souffre de sa conclusion péremptoire sur l'importance toujours renouvelée de la présidence dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle. Les grilles d'analyse de Nye surestiment certainement la véritable influence de la présidence sur les événements en politique étrangère, mais apportent malgré tout un témoignage affectif sur l'importance et la pratique du *leadership* et de la moralité en politique, qui est aussi le thème central de l'ouvrage de Richard Haass.

Ce dernier, président du *think tank* Council on Foreign Relations, voix extrêmement influente dans le milieu de la politique étrangère américaine, nous offre un plaidoyer de raison sur la nécessité pour les États-Unis de se focaliser sur le renouveau de leurs politiques intérieures, afin de recréer les bases de la puissance américaine. Ce livre, dans ses prémisses, suit la même thèse que plusieurs ouvrages consacrés au supposé déclin américain, tels que *Time to Start Thinking* de Edward Luce ou *The World America Made* de Robert Kagan, qui ont posé les fondements intellectuels de l'analyse du déclin américain en matière de politique intérieure et étrangère.

Partant d'un constat simple et sans appel – les États-Unis ne peuvent suivre la voie actuelle sous peine d'être condamnés au second rôle face aux puissances émergentes telles que la Chine –, Haass décrit avec férocité les erreurs passées en matière de politique étrangère et dresse un portrait sans appel du retard technologique des États-Unis, ainsi que des conséquences néfastes à long terme de la préservation du modèle social existant. En filigrane du texte de Haass, on comprend, vu la difficulté de la tâche à accomplir, la nécessité d'un *leadership* présidentiel fort

afin de pouvoir mener à bien les nécessaires réformes. Toutefois, la possibilité de mettre en place ces changements se heurte au principe de réalité de l'exercice de la fonction présidentielle, surtout en matière de politique intérieure, où le président est soumis aux contreponds que représentent le Congrès et la Cour suprême, bien plus qu'en matière de politique étrangère où les prérogatives de l'exécutif sont moins contestées, comme l'ont montré les exemples de l'opération militaire en Libye ou les nombreuses frappes de drones (environ 400 depuis 2008) menées sans autorisation préalable du Congrès. La difficulté pour Barack Obama de faire passer une réforme du système d'immigration (diluée par rapport au texte initial) met en perspective le fort poids du Congrès dans la conduite de la politique intérieure.

Haass appelle dans son ouvrage à un « répit stratégique » américain, qui permettrait au pays de restaurer les fondements de la puissance américaine ; selon lui, le moment est propice, dans la mesure où il n'existe pas de menace existentielle qui puisse aujourd'hui remettre en cause ce processus. Toutefois, si les États-Unis veulent, dans le futur, continuer à être « solvables » et à mener le monde par la vertu de l'exemple, il convient dès aujourd'hui de prendre des décisions difficiles sur le plan intérieur, dont la réduction du déficit budgétaire fédéral et de la dette, la création d'une stratégie énergétique à long terme, une amélioration du système scolaire américain, une modernisation des infrastructures publiques du pays, ainsi qu'une nouvelle politique d'immigration. Cette liste ambitieuse, que Haass place au centre de la nouvelle doctrine américaine qu'il appelle « restauration », se complète de la fin des politiques expéditionnaires et des efforts de promotion de la démocratie, de la réduction des budgets de défense à hauteur de 500 milliards de dollars annuels, afin de se focaliser sur la possibilité de modeler le comportement des pays, de mieux distribuer le pouvoir géographiquement et de désengager au maximum le pays du Moyen-Orient.

Les solutions que propose Haass, clairement établies, contribuent à alimenter la réflexion sur l'expansion du pouvoir américain, un thème que l'on retrouve au centre de l'ouvrage de Joseph Nye. Ce dernier, dans la conclusion de son ouvrage, exprime en des termes critiques sa vision de la présidence Obama, lui reprochant l'inefficacité de son style transformationnel et son incapacité à travailler avec le Congrès. Ainsi, ces deux analyses semblent permettre de conclure que la présidence d'Obama ne restera pas dans l'histoire comme ayant contribué à changer le cours du destin américain, même si des efforts significatifs ont été faits dans le sens d'une transformation à grande échelle du contrat social, avec l'adoption de la réforme de l'assurance santé en 2010 et la réforme de l'immigration début 2013, et que, sur le plan de la politique étrangère, le rapprochement significatif entre les États-Unis et le nouveau pouvoir iranien et l'absence d'intervention unilatérale en Syrie vont dans le sens de la « retenue stratégique » que Haass appelle de ses vœux.

On comprend dès lors que les phases d'expansion des États-Unis, sur lesquelles les présidents ont eu un effet minime, et que les défis à relever pour les futurs présidents, de par leur complexité, s'inscrivent dans un temps plus long qu'un ou deux mandats présidentiels. Ainsi, l'inadéquation du temps court de la présidence au temps long du changement définit la difficulté de l'exercice du *leadership* présidentiel et contribue à relativiser la véritable influence de la présidence dans le système politique américain. Ces deux ouvrages mettent aussi en lumière la tension

constante qui existe, dans l'exercice de la présidence, entre la politique intérieure et la politique étrangère, un président pouvant trop facilement privilégier l'une aux dépens de l'autre et ainsi contribuer à mettre à mal la puissance et même l'exceptionnalisme américains. À travers ces deux livres, le lecteur est saisi à la fois par la complexité du processus décisionnel américain et par la difficulté de l'exercice du pouvoir. Les développements des deux ouvrages peuvent donc se lire comme un manuel pour les présidents qui suivront Barack Obama, mais aussi comme un avertissement à un pays dont les luttes partisans intestines remettent chaque jour en cause les fondements de la puissance, et donc du *leadership*, américains.

**Martin Michelot**

Program and Research Officer au bureau de Paris  
du German Marshall Fund of the United States



## SÉCURITÉ

### THE OXFORD HANDBOOK OF WAR

Sous la direction de Julian Lindley-French et Yves Boyer  
Oxford, Oxford University Press,  
2012, 736 pages

Saluons d'emblée l'ambition de ce beau volume cartonné, qui s'inscrit dans la tradition britannique des *Handbooks*, ces manuels qui font le point sur un sujet ou une discipline, pour l'instruction des étudiants, des chercheurs et du public cultivé. En l'espèce, ce manuel donne une idée claire, étoffée et problématisée des apports les plus récents de la littérature savante sur la question de la guerre, en mobilisant des auteurs faisant autorité dans leur domaine.

Contribuent à ce livre collectif des chercheurs reconnus internationalement dans le domaine des *War Studies* : Georges-Henri Soutou sur le lien entre histoire et guerre, Lawrence Freedman sur la définition de la guerre, Hew Strachan sur la stratégie et la guerre, Serge Sur concernant les aspects juridiques, etc. Mais on trouve aussi des « praticiens » de la guerre, qui tirent les leçons de leur expérience du terrain tout en parvenant brillamment à monter en généralité. Ainsi, plusieurs officiers de carrière, issus pour l'essentiel des démocraties occidentales, donnent des contributions qui combinent l'étude des armées et l'examen des grandes tendances de la pensée stratégique : l'ancien chef d'État-major des armées françaises, le général Georgelin, traite ainsi des liens entre pouvoir politique et militaire dans l'armée française (chapitre 16) ; le général britannique Sir David Richards propose ses réflexions sur l'« art du commandement au XXI<sup>e</sup> siècle » (chapitre 23) ;

le colonel Durieux examine les « micro-guerres » au prisme de l'histoire de la stratégie (chapitre 9), etc. Outre les militaires, des diplomates impliqués dans la politique militaire signent également de belles analyses : l'ambassadeur Robert E. Hunter (chapitre 13) sur le terrorisme ou Robert G. Bell sur l'industrie de défense confrontée à la globalisation de la sécurité (chapitre 37).

Cette diversité des contributeurs fait écho à la variété des sujets. Le volume, qui compte près de 700 pages accompagnées d'un index, est organisé en 44 chapitres répartis en dix sections : des causes de la guerre (I) aux relations civilo-militaires (VIII), des aspects moraux et juridiques (II) à l'analyse prospective sur l'avenir de la guerre (X), la majeure partie du champ des *War Studies* est couverte.

On peut toutefois regretter la faible place laissée aux cultures militaires non occidentales. Seuls la Russie, le Japon et la Chine sont considérés pour eux-mêmes, le Brésil et l'Inde étant étudiés dans le cadre d'une contribution sur les puissances émergentes (chapitre 6). Cela constitue un manque dans un contexte de globalisation qui n'affecte pas seulement les économies, mais aussi les armées. La partie sur les liens entre « guerre et société » est elle aussi peu pourvue (trois contributions dont deux sur la communication), alors que la littérature en sociologie et en anthropologie de la guerre s'est fortement enrichie ces dernières années.

Ces quelques lacunes n'enlèvent rien à la qualité de l'ensemble. Certaines parties constituent à la fois des mines d'information et des mises au point magistrales. On pense par exemple à celle sur la conduite militaire de la guerre (VI), composées de dix belles

contributions, qui portent notamment sur les coalitions, le *leadership*, la contre-insurrection ou encore la conduite de la guerre au sol.

**Jean-Vincent Holeindre**

### LA NOUVELLE GUERRE DES ÉTOILES. IDÉES REÇUES SUR LA DÉFENSE ANTIMISSILE

Emmanuel Delorme, Bruno Gruselle et Guillaume Schlumberger  
Paris, Le Cavalier Bleu, 2013,  
208 pages

Alors qu'elle est présente depuis les années 1950 dans le débat stratégique, il a fallu attendre les années 1980 et, plus encore, la fin de la guerre froide pour que la défense antimissile devienne un élément clé de la politique de défense américaine. Au cours des 20 dernières années, elle a franchi un cap supplémentaire, prenant une place croissante dans les missions, voire dans les dépenses des principales puissances militaires. Alors que la protection des forces projetées face à la menace des missiles de théâtre était entrée dans les préoccupations de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dès le milieu des années 1990, les derniers sommets de l'OTAN à Lisbonne et Chicago ont opéré un changement significatif en faisant de la défense du territoire des pays membres face à la menace balistique une mission de l'Alliance atlantique. Cet ouvrage intervient donc à un moment particulièrement propice pour comprendre les enjeux associés à l'émergence de la défense antimissile et sa signification pour la défense française et les équilibres stratégiques contemporains.

*La Nouvelle Guerre des étoiles* a une vocation pédagogique et entend soumettre

à examen approfondi nombre d'idées reçues – justes ou fausses –, tant sur la prolifération des missiles balistiques (première partie) que sur la défense antimissile à proprement parler (seconde partie). L'initiative est d'autant plus opportune qu'en France, les *a priori* concernant la pertinence des défenses antimissiles ont été nombreux, solidement ancrés et, en définitive, tardivement remis en cause. L'un des intérêts de l'ouvrage réside dans la présence, en parallèle, d'une analyse des moyens offensifs (les missiles balistiques) et des moyens défensifs (les systèmes d'interception antimissile) : la prise en compte des spécificités des premiers (vitesse, portée, diffusion, etc.) et de leur évolution est, en effet, indispensable à la compréhension des défis devant être relevés par les seconds et de leur importance opérationnelle et stratégique croissante.

On appréciera aussi l'effort des auteurs pour couvrir l'intégralité des dimensions de la défense antimissile – politique, technique, organisationnelle, mais aussi juridique, industrielle, doctrinale et opérationnelle. Leur expérience et expertise cumulées permettent au lecteur non seulement de disposer de données précises et récemment actualisées, mais aussi de découvrir des aspects peu – ou mal – connus du sujet. Ainsi, tandis que de nombreuses controverses aux États-Unis sont restées focalisées sur les difficultés techniques posées par l'interception hors de l'atmosphère de missiles à longue portée, *La Nouvelle Guerre des étoiles* permet de se familiariser avec tous les problèmes auxquels sont confrontés les systèmes défensifs, notamment face aux menaces à courte portée ou d'intégration régionale. En sus de son intérêt pédagogique indéniable, cet ouvrage dense et riche offre également des développements sur d'autres points cruciaux mais peu discutés par les sources ouvertes, tels

que les règles d'engagement des systèmes défensifs, la faisabilité budgétaire des plans américains et otaniens ou l'état d'avancement des projets étrangers dans ce domaine. Autant de raisons qui rendent sa lecture indispensable à quiconque désire comprendre un sujet appelé à demeurer au cœur des préoccupations des grandes puissances pour les prochaines décennies.

**Corentin Brustlein**

### ÊTRE SOLDAT. DE LA RÉVOLUTION À NOS JOURS

François Cochet  
Paris, Armand Colin, 2013,  
288 pages

François Cochet est professeur d'histoire contemporaine, spécialiste de l'histoire des représentations militaires et de l'expérience combattante ainsi que de l'histoire de la captivité de guerre. Il nous propose ici une étude fouillée sur le métier militaire, considéré principalement sous les angles éthique et sociologique.

La première qualité de l'ouvrage réside dans son esprit de synthèse, qui ne le cède en rien à la précision : l'auteur peut voyager à travers plusieurs siècles en seulement quelques pages, sans s'abandonner aux simplifications abusives. François Cochet, à l'évidence, connaît bien le monde militaire, y compris dans son intimité sociétale. Il en résulte une analyse très fine sur les valeurs de ce milieu, sa culture en tant qu'institution, ses rapports avec le reste de la société, ses écoles de formation. Il y a quelque chose du Vigny de *Servitude et grandeur militaires* dans ce livre.

L'originalité de l'ouvrage est d'apporter une image nuancée du monde

militaire. François Cochet nous retrace le tronc commun de l'éthique militaire, centré sur le rapport à la mort (pouvoir de la donner au nom des intérêts de la Nation, devoir d'en accepter le risque pour soi-même), sur l'indispensable esprit de discipline, ainsi que sur les sentiments d'honneur et de camaraderie. Au-delà de cet aspect consensuel, il souligne opportunément les fluctuations plus complexes de ce milieu sur le plan des idées politiques, du prestige qui lui a été accordé par la société, du rôle qu'il estimait devoir jouer au sein de la Nation. Par exemple, l'armée de la Révolution et de l'Empire est perçue à l'époque comme une institution de gauche, et donc objet de suspicion sous la Restauration ; ce n'est que plus tard qu'on lui accolera une étiquette de droite (Second Empire). La question de la professionnalisation des forces armées a également connu des allers-retours, sur lesquels l'auteur revient avec pédagogie. Même des sujets comme la colonisation n'ont pas, ainsi qu'on le croit souvent, suscité un enthousiasme unanime de la part de l'armée, au début de l'aventure tout au moins. S'agissant de la société française, François Cochet nous décrit les oscillations concernant les sentiments militaristes et antimilitaristes qui ont pu, eux aussi, faire des va-et-vient dans un même milieu social.

En cela, François Cochet bouscule nombre d'idées reçues avec des arguments bien étayés. Il revient avec beaucoup de nuances sur les crises douloureuses auxquelles l'armée a été mêlée, à des degrés divers (coups d'État du 18 Brumaire ou du 2 décembre 1851, crise boulangiste, affaire Dreyfus, affaire des fiches, putsch d'Alger). Ce faisant, il parvient à balayer tout manichéisme dans la perception rétrospective que l'on peut avoir de ces événements.

Enfin l'auteur rappelle, s'il en était besoin, que par-delà les vicissitudes de notre histoire mouvementée des deux derniers siècles, l'armée, en tant qu'institution, s'est toujours révélée légaliste, peu encline par nature aux *pronunciamientos*. Le côté « Grande Muette » est peut-être aujourd'hui l'originalité ultime de cette institution, à l'heure de la communication de masse où il importe à chacun d'exprimer son point de vue.

**Guillaume Garnier**

## HISTOIRE

### ALL THE MISSING SOULS. A PERSONAL HISTORY OF THE WAR CRIMES TRIBUNALS

David Scheffer

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2012, 568 pages

À travers son propre parcours, David Scheffer couvre dix ans d'histoire de la justice pénale internationale dans la vie politique et diplomatique américaine, de l'instauration du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) aux tribunaux spéciaux pour la Sierra Leone et le Cambodge. David Scheffer en a été l'une des chevilles ouvrières, occupant des postes clés auprès de Madeleine Allbright, dans l'administration Clinton, notamment comme ambassadeur itinérant des États-Unis chargé des crimes de guerre de 1997 à 2001.

Construit chronologiquement, chapitre après chapitre, le livre décrit son travail d'innombrables négociations, ses patients combats contre les obstacles de tous ordres pour faire progresser cette justice. David Scheffer fait aussi part de ses aveuglements face au génocide au Rwanda, des échecs de l'administration

Clinton ou des siens propres, lorsqu'il a été mis sur la touche pour sa détermination en faveur de cette justice, lâché par son gouvernement ou placé dans des situations politiquement intenable et contraires à ses convictions, notamment lors des négociations pour le traité de Rome instaurant la Cour pénale internationale (CPI).

L'intérêt de ce livre est triple. Pour un lecteur non familier de cette histoire, il offre une approche globale de ces années de développement de la justice pénale internationale, quoique la lecture suppose souvent une connaissance préalable des événements pour se repérer dans le maquis des conférences et négociations évoquées. En second lieu, pour les chercheurs en sciences humaines notamment, c'est un document précieux pour comprendre la complexité des processus de négociation et d'élaboration des institutions, des différents traités et conventions qui, avant de s'imposer avec la rigueur du marbre, ont été l'objet de tractations indéfinies entre les différents pays. Il restitue ainsi une dimension humaine de contingence et d'imprévisibilité. Ainsi en est-il du rôle de Madeleine Albright pour promouvoir des femmes, juges ou procureurs, en tant qu'actrices de cette justice ou de l'exclusion de la peine de mort de l'échelle des peines du TPI pour le Rwanda et de la CPI. Le livre éclaire également les liens complexes entre politique d'immigration américaine et jugement des crimes de guerre. Enfin, sans révéler de secrets d'États, D. Scheffer éclaire les dessous et coulisses d'événements ou de situations controversés, par exemple la longue impunité de Radovan Karadzic et Ratko Mladic, largement favorisée par la France.

L'ouvrage aurait pu être captivant, mais suscite une relative déception. Cette dernière tient d'abord à un style très

factuel, traitant essentiellement d'entités génériques : le Pentagone, la France, l'Union européenne (UE), le Rwanda, la Chine, etc. Cet anonymat institutionnel finit par produire une vision désincarnée : dans ce grand théâtre, « la France » apparaît tour à tour comme réticente envers le TPIY, puis en pointe du progrès pour la CPI, sans que l'on comprenne ce changement.

Les remerciements de fin d'ouvrage révèlent que D. Scheffer doit notamment son engagement à Michael Walzer, dont il a suivi les cours sur la guerre juste, en compagnie de Benazir Bhutto et de quelques autres condisciples de renom. Il est dommage que l'auteur n'ait pas poussé plus avant sa réflexion théorique à partir de son parcours.

**Isabelle Delpla**

## **HISTOIRE DES ARABES DE 1500 À NOS JOURS**

Eugene Rogan

Paris, Perrin, 2013, 726 pages

L'ouvrage d'Eugene Rogan propose une « somme sans précédent », selon le prière d'insérer, sur l'histoire des Arabes depuis l'acte fondateur de la domination de l'Empire ottoman après la bataille de Marj Dabiq en 1516 jusqu'à l'invasion de l'Irak par George W. Bush.

L'analyse de la période ottomane et de l'écroulement de l'Empire est intéressante mais n'apporte pas d'éclairage nouveau par rapport aux ouvrages de référence d'Henri Laurens ou de David Fromkin. Cependant, Rogan démontre bien comment la politique britannique s'est enfermée dans les promesses et les accords contradictoires que révèlent la correspondance entre le chérif Hussein

et le général Mac Mahon, la déclaration Balfour et les accords Sykes-Picot. Il évoque également de façon pertinente la politique de la Grande-Bretagne et de la France, à la fois complices et adversaires dans leur politique de démembrement progressif de l'Empire ottoman et dans la domination coloniale de la quasi-totalité du monde arabe. Cependant, la façon dont sont traités les deux colonisateurs marque un biais très britannique, même si l'analyse est apparemment aussi critique vis-à-vis des deux puissances colonisatrices. Un passage du livre est à cet égard très révélateur. On peut y lire que « si dans son immense majorité, l'opinion arabe n'a jamais souhaité cette présence [britannique], la puissance coloniale est, malgré les réticences, considérée avec respect. Les Britanniques sont efficaces, droits, respectueux des règles... » Ce portrait flatteur du colonisateur britannique laisse songeur face à la réalité historique et aux conséquences calamiteuses, encore présentes aujourd'hui, de la politique menée par la Grande-Bretagne au Moyen-Orient.

L'étude de la période contemporaine appelle de fortes réserves, par son contenu comme par ses lacunes. S'agissant de la question palestinienne, l'analyse est purement descriptive. Il manque à l'évidence une réflexion sur les causes de l'échec d'Oslo. Le rôle de l'Europe pour faire de Yasser Arafat un interlocuteur fréquentable et pour affirmer, notamment à travers la déclaration de Venise de 1980, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination est passé totalement sous silence. Il en est de même des propositions d'Abdallah, à l'époque prince héritier d'Arabie Saoudite, avalisées par le sommet de la Ligue arabe de 2009 à Beyrouth. Même silence sur l'importance des liens politiques, économiques, culturels entre l'Europe et le monde arabe,

les efforts pour mettre en place un partenariat méditerranéen concernant une majorité de pays arabes, comme sur les raisons de l'échec de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée. Enfin, la dimension économique et sociale des défis auxquels sont confrontés les pays arabes, clairement mise en valeur par les rapports du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publiés à partir de 2002 sur le développement humain dans le monde arabe, est quasiment absente. Leur examen aurait pourtant pu mieux faire comprendre l'enchaînement des soulèvements arabes, à partir d'un simple fait divers, survenu dans la Tunisie profonde en décembre 2011.

Cet ouvrage, très représentatif d'une approche anglo-saxonne du monde arabe, déçoit. Il n'apporte pas de réponse à l'interrogation fondamentale posée par Bernard Lewis, « *What went wrong?* » Y a-t-il une malédiction arabe, une « exception » arabe, une incapacité à faire face au développement économique et social, au choc de la modernité, et à mettre en place des institutions démocratiques ? La synthèse « définitive » de l'histoire du monde arabe reste à faire.

**Denis Bauchard**

## ÉCONOMIE

### GOVERNANCE OF INTERNATIONAL BANKING. THE FINANCIAL TRILEMMA

Dirk Schoenmaker  
New York, NY, Oxford University Press, 2013, 224 pages

Le premier chapitre de cet ambitieux ouvrage décrit sa principale proposition,

l'incompatibilité entre trois objectifs : avoir des groupes bancaires globalisés, assurer la stabilité financière et garder des autorités nationales de régulation financière. L'auteur soutient que seuls deux des trois objectifs peuvent être atteints. Il conclut donc que nous connaissons soit une forte instabilité financière si l'on garde des groupes bancaires globaux mais des autorités prudentielles nationales ; soit une désintégration financière si l'on garde des autorités nationales tout en visant la stabilité financière ; soit une poursuite de l'intégration financière mais au prix d'un transfert de la surveillance et de la résolution des banques globales vers des organisations internationales.

Le deuxième chapitre utilise la théorie des jeux pour montrer que les États-nations n'ont pas intérêt à assurer la stabilité financière en recapitalisant les banques internationales en détresse. Pour affirmer cela, l'auteur postule que le bien-être global est toujours assuré quand les banques bénéficient de plans de sauvetage mais que les autorités nationales échouent à mettre cette solution en place quand les banques ont une part trop grande de leur activité à l'étranger.

Le chapitre 3 tente de caractériser la géographie des banques internationales, en insistant sur leur taille et leur grande diversification. Le chapitre 4 présente sans originalité différents exemples récents illustrant la réticence des gouvernements à coopérer pour recapitaliser les banques Lehman Brothers, Fortis ou Dexia. Ayant établi l'incapacité de l'architecture actuelle à assurer la stabilité financière, le chapitre 5 étend le modèle du chapitre 2 pour explorer les différentes solutions théoriques aux difficultés de coopération entre États. L'absence de

perspective historique fait ici cruellement défaut, notamment lors des discussions sur le lien entre l'absence de coopération internationale et la globalisation des banques.

Le chapitre 6 discute des obstacles politiques à la mise en place d'une gouvernance mondiale intégrée des banques internationales. L'expérience récente est utilisée pour montrer le poids des décisions nationales en matière de sauvetage d'institutions financières et les externalités négatives qu'elles font peser sur les autres pays, tout en soulignant la contradiction entre le besoin de réglementation globale et le caractère national de la loi.

Le chapitre 7 est le plus intéressant, traitant des modifications à apporter à l'architecture financière internationale pour en assurer sa stabilité. Dirk Schoemaker souligne la nécessaire séparation des pouvoirs entre l'organe en charge de la définition du cadre réglementaire, le superviseur chargé d'en assurer le respect, le prêteur en dernier ressort qui doit refinancer les banques illiquides mais solvables et l'autorité assurant les dépôts et la recapitalisation des insolubles. D'où la proposition d'une démarche réaliste d'attribution de ces compétences aux différentes organisations existantes, à la fois pour l'Europe mais aussi pour le monde.

Finalement, l'ouvrage permet de préciser les enjeux et les dangers de l'architecture financière actuelle. Il apporte donc un éclairage utile sur le débat européen en matière d'union bancaire. Mais l'utilisation du langage formel et l'absence de discussion analytique et historique originale affaiblissent la principale thèse de l'auteur, aux postulats parfois fragiles.

**Vincent Bignon**

## **L'ÉCONOMIE DES BRIC. BRÉSIL, RUSSIE, INDE, CHINE**

Andrea Goldstein  
et Françoise Lemoine  
Paris, La Découverte, 2013,  
126 pages

Le début de cet excellent livre a le mérite de remettre en perspective l'évolution politique et économique des BRIC. Reprenant les travaux d'Angus Maddison, les auteurs rappellent ainsi que le produit intérieur brut (PIB) agrégé de l'Inde et de la Chine représentait près de 50 % du PIB mondial en 1820 ! Si le développement industriel du  $xx^e$  siècle s'est fait selon des modalités différentes (système planifié en Chine et en Russie, cadre capitaliste au Brésil et fort interventionnisme étatique en Inde), ce sont les mêmes catalyseurs qui ont permis aux BRIC d'amorcer leur impressionnant rattrapage économique à partir des années 1990 : privatisation partielle ou totale des entreprises, maîtrise des finances publiques nationales et locales, politique industrielle offensive et politique commerciale ponctuellement protectionniste.

Andrea Goldstein et Françoise Lemoine montrent ensuite que, si les quatre pays ont en commun d'être des géants démographiques, leurs dynamiques sociales sont spécifiques. C'est au Brésil et en Chine que le nombre d'actifs a le plus augmenté et que la pauvreté a le plus reculé entre 1980 et 2010. De son côté, la Russie a vu sa population active stagner, mais la pauvreté y est presque absente, ce qui contraste radicalement avec la situation indienne. Néanmoins, les BRIC ont tous réussi à accroître leur productivité, ce qui est l'une des clés de leur réussite.

Celle-ci s'est concrétisée de plusieurs façons. D'abord les BRIC sont devenus

des acteurs majeurs du commerce international : leur poids dans les exportations mondiales est passé de moins de 10 % en 2000 à plus de 20 % en 2011. Chaque État a su conquérir une position de *leader* ou *quasi-leader* dans au moins un domaine : la Chine dans la production textile, le matériel électrique et électronique ; la Russie dans le secteur énergétique ; le Brésil dans l'agroalimentaire et l'Inde dans les services informatiques. Ensuite, la forte croissance des investissements directs étrangers (IDE) vers les BRIC (plus de 270 milliards de dollars de flux annuels en 2011 contre moins de 10 milliards en 1991) a dynamisé la consommation intérieure et favorisé les transferts de technologie au profit des entreprises locales. Enfin, les BRIC, en particulier la Russie et la Chine, sont désormais des puissances financières incontournables grâce au gonflement de leurs réserves de change et de leurs IDE.

Loin de présenter les BRIC comme un groupe homogène appelé à dominer le monde, A. Goldstein et F. Lemoine expliquent pourquoi ils ne sont que des alliés de circonstance sur la scène internationale. Chaque État a ses intérêts nationaux à défendre et ses propres défis à relever. Le Brésil doit réduire les inégalités et répondre aux attentes de la classe moyenne naissante. La prospérité de la Russie passe par une meilleure diversification de son industrie. Pour la Chine, la priorité est de développer son marché intérieur et de rendre sa croissance soutenable du point de vue environnemental. Mais c'est l'Inde qui a la tâche la plus ardue : il faut qu'elle maîtrise l'augmentation de sa population, éradique la pauvreté, améliore le niveau d'éducation et de formation de sa main-d'œuvre et se dote d'infrastructures adéquates. Le chemin est donc encore long pour

que les quatre grands États émergents entrent enfin dans la catégorie des pays à hauts revenus.

**Norbert Gaillard**

## AFRIQUE

### LA GUERRE AU MALI. COMPRENDRE LA CRISE AU SAHEL ET AU SAHARA : ENJEUX ET ZONES D'OMBRE

Sous la direction Michel Galy  
Paris, La Découverte, 2013,  
198 pages

Il faut reconnaître à Michel Galy le mérite d'avoir réuni les meilleurs spécialistes du Mali pour commenter à vif l'opération Serval lancée par la France le 11 janvier 2013 et la replacer dans le temps long historique.

Comme l'expose très clairement la préface de Bertrand Badie, la crise au Mali est un cas d'école de conflit multidimensionnel. Au premier chef : le niveau national, avec la crise d'un État failli, rongé par la corruption, souterrainement travaillé par l'islamisme, où l'armée qui a pris le pouvoir le 22 mars 2012 s'est posée en ultime recours (Jean-Luis Sagot Duvaurox, Eros Sana), la marginalisation des populations touarègues, tenues à l'écart de la construction nationale malienne (Hélène Claudot-Hawad). Les enjeux régionaux, ensuite (Grégory Giraud) : les frontières des États issus de la décolonisation, tracées en contradiction avec la culture nomade des Touaregs, les « printemps arabes » qui ont largement débordé de leurs frontières, le retour de Touaregs surarmés de la Libye où ils servaient de garde rapprochée à



Kadhafi, la criminalisation des groupes indépendantistes et fondamentalistes, l'ombre portée de l'Algérie (François Gèze), etc. Une dimension mondiale, enfin : les relations entre la France et l'Afrique, l'intervention militaire internationale, sa légitimité politique, sa faisabilité militaire, ses objectifs politiques, etc.

On pourra toutefois reprocher aux contributeurs quelque parti pris. L'intervention française au Mali est, à leurs yeux, lestée de deux péchés irrémissibles. Trahissant la promesse de rompre avec la Françafrique, François Hollande y conduirait « un processus de recolonisation qui n'ose pas dire son nom », fondé sur « une sorte de "doctrine Monroe" à la française ». Pire, il marcherait pour ce faire sur les traces de George W. Bush et de sa politique néoconservatrice. La charge est rude, qui n'hésite pas à comparer les reniements du pouvoir socialiste sur l'Afrique, de Mitterrand à Hollande, à un « molletisme de triste mémoire ».

La charge est excessive. N'en déplaise aux adeptes de la théorie du complot et aux contempteurs d'une désinformation dont les médias se feraient les complices, la France ne poursuit pas au Mali une politique néocolonialiste. Avant comme après l'élection de François Hollande – et sur ce point les auteurs ont raison de souligner la continuité de la politique française –, la France s'est inquiétée du délitement de l'État malien et de l'influence grandissante de mouvements terroristes aux objectifs flous. Son intervention militaire n'en fait pas le supplétif des États-Unis dont les intérêts, et surtout la connaissance de la zone, sont nettement moindres que ceux de la France. Son intervention ne fait pas non plus de cette dernière une puissance néocolonialiste. Elle n'y

est pas guidée par un quelconque projet de « mise sous tutelle du Mali ». La France joue au Mali un rôle essentiel, qui justifie que ce soit vers elle et non vers les États-Unis – ou vers la Chine, étonnamment discrète sur ce théâtre – que Bamako se tourne, mais le Mali ne compte pour rien dans la politique internationale de la France ou dans son économie (il n'est que son 84<sup>e</sup> client et son 160<sup>e</sup> fournisseur...).

Sans doute la sortie de crise sera-t-elle longue et périlleuse. Mais le pire n'est jamais certain. Et la bonne tenue de l'élection présidentielle de juillet 2008 laisse augurer une issue positive.

**Yves Gounin**

## SAHELISTAN

Samuel Laurent

Paris, Seuil, 2013, 382 pages

Ni diplomate ni universitaire, Samuel Laurent est un baroudeur qui, sur sa page Web, affirme sans vergogne « avoir fait le choix de l'aventure et de la découverte au mépris du danger et de tous les conformismes »... Mandaté par un mystérieux investisseur asiatique, il débarque en Libye début 2012 pour évaluer les risques et les opportunités ouvertes par le renversement de Kadhafi.

Spontanément hostile aux discours officiels et aux silences de la presse, il y fait le constat amer de « l'échec retentissant » de la révolution libyenne et décrit « une nation en lambeaux ». Il n'a pas de mot assez dur pour condamner les choix stratégiques de Nicolas Sarkozy bien mal conseillé par Bernard-Henri Lévy. La France aurait, selon Samuel Laurent, été peu regardante sur le choix

des hommes qui ont constitué le Conseil national de transition (CNT). Son président Moustapha Abdel Jalil ? Un « apparatchik absolu » qui présidait la cour d'appel de Tripoli lorsque les infirmières bulgares y furent jugées. Le Premier ministre Mahmoud Jibril ? Un ancien conseiller du fils Kadhafi, obsédé par l'argent. Ivre du succès de la révolution, le CNT ressasse les souvenirs de sa lutte victorieuse. La France se trompe en faisant confiance à un gouvernement qui ne jouit plus d'aucun soutien populaire et ne contrôle pas le pays.

Car la Libye est en voie d'islamisation. Quelques milices fanatisées telles qu'Ansar al-Charia – accusée de l'attentat contre le consulat américain de Benghazi le 11 septembre 2012 – occultent la montée d'un sentiment antioccidental plus diffus, que ne suffit plus à contenir le souvenir du soutien de la coalition occidentale à la révolution. À l'instar de l'Afghanistan talibanisé, la Libye se transforme en « Sahelistan », où l'État central n'est plus qu'une fiction pour diplomates et où le territoire est réparti entre brigades islamistes. Samuel Laurent préfère s'y préparer, plutôt que de s'en offusquer. Il souligne combien l'islam structure l'identité du peuple libyen, plus encore qu'en Égypte ou en Tunisie. Il en conclut que l'instauration d'un gouvernement islamiste constituerait probablement la meilleure garantie de stabilité pour la Libye.

Pour étayer sa thèse, il enquête en Cyrénaïque où des milices autolégitimées par leur participation – plus ou moins avérée – à la révolution font régner l'ordre. Leurs exactions suscitent une exaspération croissante de la population, mais le manque de crédibilité du gouvernement central leur laisse champ ouvert. Samuel Laurent est aussi allé dans le Fezzan, aux frontières du

Niger et de l'Algérie, là où les Touaregs contrôlent les trafics d'armes, de drogues, de cigarettes, de faux médicaments, etc. Le Sud est devenu « une vraie passoire », où règne désormais une économie de racket. Derrière les revendications nationalistes du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ou les prêches salafistes d'Ansar Dine, les Touaregs n'auraient qu'une seule obsession : l'argent !

Samuel Laurent n'est pas sorti de Libye – contrairement à ce que laissent entendre les mentions de couverture. Mais il tire les conséquences de l'intervention française au Mali début 2013 : les djihadistes présents au Nord-Mali ont été repoussés en Libye, où ils trouvent un espace de non-droit propice à leurs agissements. L'intervention décidée par Nicolas Sarkozy en Libye a ouvert la boîte de Pandore ; celle décidée par François Hollande au Mali ne l'a pas refermée.

**Yves Gounin**

## AMÉRIQUES

### THE DISPENSABLE NATION: AMERICAN FOREIGN POLICY IN RETREAT

Vali Nasr

New York, Doubleday, 2013,  
320 pages

Avec *The Dispensable Nation*, Vali Nasr propose une lecture critique de la politique étrangère d'Obama. Nasr y décrit une Amérique au *leadership* affaibli sur le plan international, nation « dispensable », en retrait face à la Chine et la Russie.

Expert du Moyen-Orient, Nasr est recruté en 2009 par Richard Holbrooke

dans l'équipe AfPak. Cette expérience, interrompue par la mort soudaine d'Holbrooke en 2010, constitue une sévère désillusion pour l'auteur, qui décrit une administration obsédée par l'héritage des années Bush. La politique étrangère y est l'apanage des conseillers politiques prudents du président, au détriment des diplomates. Holbrooke ne parviendra jamais à surmonter la méfiance de l'entourage présidentiel : sa mission est constamment sabotée par les conseillers de la Maison-Blanche, qui signifient aux Afghans qu'il n'est pas un interlocuteur essentiel. Ses efforts en faveur d'une offensive diplomatique auprès des Talibans pour appuyer le *surge* de 2009 en Afghanistan seront vains. L'administration Obama tentera une ouverture diplomatique trop tard, alors que les échéances du retrait de 2014 ont déjà été annoncées et que les effets du *surge* se tarissent.

Cette politique est la conséquence d'une volonté de désengager les États-Unis d'un Moyen-Orient dont l'importance stratégique devient secondaire, face à la nécessité de contenir les ambitions de la Chine. Cela explique le silence lors des manifestations en Iran en 2009, les hésitations face aux printemps arabes ou encore la timidité des ouvertures diplomatiques envers l'Iran, que l'auteur appelle de ses vœux. À l'audace diplomatique, Obama privilégie l'utilisation d'outils militaires et coercitifs discrets et peu coûteux politiquement (drones, Stuxnet, sanctions).

Mais ce « pivot » masque un paradoxe : le terrain de rivalité privilégié avec la Chine pourrait être le Moyen-Orient, l'« Asie de l'Ouest » pour les stratèges de l'empire du Milieu. Dépendant de la région pour ses approvisionnements énergétiques, Pékin pourrait être tenté, à moyen terme, de jouer un

rôle politique accru afin de supplanter le vide laissé par Washington et garantir la sécurité de sa nouvelle route de la soie. De fait, les échanges commerciaux entre la Chine et les pays arabes, l'Iran et la Turquie se sont considérablement développés durant la dernière décennie. La Chine est même devenue le premier bénéficiaire de la reconstruction du secteur pétrolier irakien. Ces évolutions ne favorisent pas la coopération sino-américaine dans la région, les dirigeants chinois n'hésitant pas à renforcer des relais locaux ambigus ou hostiles comme le Pakistan et l'Iran et à défendre des positions opposées à Washington sur le nucléaire iranien ou la Syrie. Alors que le Moyen-Orient restera la zone déterminant le niveau des prix des hydrocarbures pour la Chine comme pour les alliés américains que sont le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et l'Europe, une domination chinoise sur ces approvisionnements serait vécue comme une menace par ses voisins.

Malgré les critiques souvent adressées à la politique américaine au Moyen-Orient, un retrait politique des États-Unis, précipité de surcroît, ne serait pas un facteur stabilisateur pour la région. Mémoire diplomatique et essai stratégique, *The Dispensable Nation* est un livre pessimiste que les contradictions récentes de l'administration américaine sur la question syrienne ne rendent que plus pertinent.

**Benjamin Haddad**

## LE MEXIQUE. UN ÉTAT NORD-AMÉRICAIN

Alain Rouquié

Paris, Fayard, 2013, 496 pages

Alain Rouquié aime à citer l'écrivain mexicain Carlos Fuentes : « L'Argentine

a un commencement, le Mexique a des origines. » Le latino-américaniste, distingué en 1987 par la publication d'*Introduction à l'Extrême-Occident* (Paris, Seuil), a aussi embrassé une carrière de diplomate, au Salvador en 1984 puis dans d'autres pays d'Amérique latine. Il offre une nouvelle somme sur le Mexique. L'absence de point d'interrogation pour ponctuer le sous-titre affirme déjà que la relation avec le voisin du Nord, avec un passé toujours présent où la mémoire de l'annexion subsiste, est centrale pour la compréhension du Mexique contemporain.

Alors que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) fêtera ses 20 ans en 2014, on s'attend à ce que le livre revienne sur la rupture « historique » de 1994 et ses suites : l'entrée dans le « premier monde », celui de la globalisation et de l'interpénétration économique avec les États-Unis ; et les soulèvements au Chiapas liés aux changements agraires, à l'explosion du secteur informel et de l'exode rural. Mais Alain Rouquié choisit un long détour par le passé, depuis la guerre d'indépendance du XIX<sup>e</sup> siècle qui oppose libéraux et conservateurs à la révolution de 1910 qui pose les fondations du Mexique contemporain. Face à ces *muchos Méxicos* (plusieurs Mexiques), l'auteur alterne description de la complexité de l'histoire nationale interne et approche de la relation spéciale entre le Mexique et l'« autre côté » (annexion, interdépendance, mais aussi pays « charnière ») : « La contiguïté et l'asymétrie entre deux États ne font pas forcément bon ménage. » La grande période du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) – pour lequel Alain Rouquié ne cache pas une certaine admiration – fait l'objet d'une analyse extensive. Le succès du PRI est celui de l'intelligence politique de la grande période (1945-1976), qui

parvient à consolider la pérennité du régime par un système d'« alternance pendulaire gauche/droite » au sein même du parti, et donc une certaine stabilité dans un environnement régional troublé.

Cette période aura permis un développement économique extraordinaire mais dans le cadre d'un modèle autoritaire, corporatiste et clientéliste qui arrive à bout de souffle dans les années 1970. Le modèle de « substitution aux importations » commence progressivement à être démantelé sous la présidence de Carlos Salinas, qui saisit le libéralisme comme une opportunité d'intégration nord-américaine. Le « grand basculement » ouvre l'économie nationale par la libéralisation, mais l'ouverture politique reste, elle, plus que limitée. Progressivement, elle va pourtant permettre l'alternance de 1997, puis la présidentielle de 2000 et l'arrivée au pouvoir du Parti d'action nationale (PAN). Ces deux sexennats ont connu une dérive sécuritaire qui pourrait expliquer le retour au PRI en 2012 – parti du « retour au calme » pour une « république entravée » et pour une « puissance régionale effacée ».

**Emmanuelle Le Texier**

## ASIE

### **FORTIFYING CHINA. THE STRUGGLE TO BUILD A MODERN DEFENSE ECONOMY**

Tsai Ming Cheung

Ithaca, NY, Cornell University Press, 2009, 296 pages

S'il existe aujourd'hui une abondance d'ouvrages sur les forces armées chinoises

et la modernisation rapide de ces dernières, plus rares sont ceux qui s'intéressent aux moyens industriels que se donne la Chine pour concrétiser de telles ambitions. L'ouvrage de Tai Ming Cheung vient donc combler un certain vide dans la littérature existante en traitant de la question de l'organisation de ce qu'il conviendrait sans doute d'appeler le complexe militaro-industriel (CMI) chinois. La principale interrogation traversant l'ouvrage porte sur l'évolution de la capacité du CMI chinois à produire et absorber l'innovation.

Les deux premiers chapitres proposent un rapide historique de l'organisation et des capacités du CMI chinois durant la période maoïste et des réformes engagées par Deng Xiaoping, rappelant notamment la différence d'organisation – donc de capacité à innover – entre les secteurs conventionnel et nucléaire (période maoïste) et les difficultés à sortir d'une logique d'« imitation duplicative », en dépit des réformes mises en places par Deng.

Les deux chapitres suivants retracent l'évolution du CMI chinois dans la période de l'après-guerre froide. La série de réformes drastiques mise en place notamment après 1998 a permis à la Chine de profiter pleinement des importations massives de matériel militaire russe. La réorganisation de la recherche et développement (R&D) et, malgré un important conservatisme, des industries de défense a notamment mené au développement d'une solide capacité d'« adaptation créative ». Pékin ne semble cependant pas devoir se satisfaire d'une telle capacité, et les efforts se sont récemment portés sur la création de synergies entre secteurs militaire et civil – en misant principalement sur le soutien que le second

peut apporter au premier. Le décloisonnement des deux secteurs reste aujourd'hui inachevé, mais d'importants progrès ont d'ores et déjà été réalisés et sont notamment visibles dans les liens tissés par l'Armée populaire de libération (APL) avec les institutions de recherche comme la Chinese Academy of Science, ainsi qu'avec des entreprises de haute technologie, telle Huawei.

Le dernier chapitre pose naturellement la question de la capacité du CMI chinois à combler son retard vis-à-vis des États-Unis, s'intéressant plus particulièrement aux progrès chinois dans le domaine spatial.

En replaçant l'évolution du CMI chinois dans un temps long, le travail de Tsai Ming Cheung nous permet de mesurer l'extraordinaire chemin parcouru par celui-ci au cours des deux dernières décennies. Riche de détails, l'ouvrage permet une compréhension fine des déterminants institutionnels produisant – ou handicapant – l'innovation militaire en Chine. Plusieurs questions demeurent sous-jacentes : notamment le degré de compatibilité entre un pouvoir fortement centralisé et la nécessité d'une certaine décentralisation de la décision industrielle et économique – vue comme favorable, voire nécessaire, à l'innovation. Au-delà de la question de la possibilité du « rattrapage » des États-Unis par la Chine – qui occupe une large place dans la seconde moitié de l'ouvrage – se pose également de façon lancinante la question des objectifs que servent les gigantesques efforts consentis pour la modernisation du CMI chinois.

**Yves-Heng Lim**

## EUROPE

### LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE ET L'AVENIR DES NATIONS

Maxime Lefebvre

Paris, Armand Colin, 2013,

208 pages

Aux États-Unis, franchir les *revolving doors* qui séparent la politique du monde de la recherche est monnaie courante. Ce genre de parcours est beaucoup moins fréquent en France. Quelques chercheurs sont devenus diplomates ; quelques rares diplomates ont abandonné le Quai d'Orsay pour la recherche. Mais dans un cas comme dans l'autre, ces changements d'état s'effectuent d'ordinaire sans espoir de retour. Maxime Lefebvre a réussi à concilier une carrière de diplomate (il est aujourd'hui représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE]) et d'universitaire (avant son départ pour Vienne, il était professeur à Sciences Po).

En février 2012, il a soutenu une thèse de doctorat en science politique sur travaux dont il publie une version remaniée. La position qu'il y défend est d'une grande clarté : la construction européenne ne se fera pas contre mais avec les nations. Si l'on regarde vers le passé, elle ne peut être comprise sans qu'on prenne en compte leur diversité et leurs identités : le jacobinisme français, le *Sonderweg* allemand, l'insularité britannique... Regardant vers l'avenir, elle ne peut conduire, du moins à courte échéance, à la réalisation d'un vaste ensemble fédéral mais plutôt, comme l'avait prophétisé Jacques Delors, à une « fédération d'États-nations », combinant « un

véritable lien fédéral et l'existence de nations restées distinctes ».

Maxime Lefebvre revisite ainsi les principaux champs de la construction européenne à travers le prisme des intérêts nationaux.

L'organisation institutionnelle ? Les pays à gouvernement fort (France, Royaume-Uni, Espagne) ont toujours préféré l'approche intergouvernementale alors que, pour les pays fédéraux et régionalisés (Allemagne, Italie), « l'Europe est une superstructure plus naturelle que pour les nations française, britannique ou espagnole ».

L'élargissement ? Pour la France, qui redoute la dilution de son influence et le déplacement à l'est, voire au sud-est, du barycentre européen, c'est un tabou. Pour l'Allemagne, qui a pu voir dans la chute du Mur l'espoir de renaissance d'une *Mitteleuropa* qu'elle aurait vocation à dominer, c'est au contraire une opportunité – même si les positions de Berlin et de Paris se rejoignent désormais sur la Turquie.

Le rapport à l'économie ? Les pays riches de l'Europe du Nord renâclent de plus en plus à assumer les errements budgétaires des pays « du Club Med »...

La politique extérieure ? France et Royaume-Uni ont tous deux des traditions de grande puissance mondiale. Les autres pays de l'Union n'ont pas la même ambition. Ces divergences expliquent la difficulté à faire émerger une politique de sécurité et de défense commune.

Maxime Lefebvre n'est pas un souverainiste qui, vent debout contre l'Europe de Bruxelles, entend s'opposer

à la construction européenne. Son ambition est à la fois plus modeste et plus réaliste. En replaçant systématiquement l'analyse dans le temps long et dans l'anthropologie (cf. l'approche d'Emmanuel Todd à partir des systèmes familiaux), il entend éclairer la diversité des réflexes nationaux dans le jeu européen. Et souligner, avec Vivien Schmidt – qui a présidé son jury de thèse –, un paradoxe : les nations n'ont plus que la politique sans les politiques (*politics without policies*) tandis que l'Union fait désormais les politiques sans la politique (*policies without politics*).

**Yves Gounin**

**THE LOST CONTINENT. THE BBC'S EUROPE  
EDITOR ON EUROPE'S DARKEST HOUR  
SINCE WORLD WAR TWO**

Gavin Hewitt

Londres, Hodder & Stoughton, 2013,  
368 pages

En charge du service Europe de la BBC, Gavin Hewitt suit de près la crise économique et financière que traverse l'Union européenne (UE). Cette crise a eu un effet à double tranchant : l'Europe est redevenue un sujet d'intérêt dans les salles de rédaction, mais principalement sous une lumière négative. Qu'à cela ne tienne, G. Hewitt propose un exercice d'analyse journalistique que l'on a plus coutume de lire sur des sujets de politique intérieure ou étrangère que sur l'Europe. *The Lost Continent* est l'inverse d'un ouvrage de recherche : il n'affiche pas de cadre analytique ou théorique, simplement la volonté de narrer comment un continent s'est retrouvé dans la torpeur économique qu'il connaît et comment il tente de s'en sortir.

G. Hewitt nous emmène en Allemagne, en Espagne, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et au Royaume-Uni. Il relate les histoires de simples citoyens, ses entretiens avec d'importants acteurs de la crise, et décortique aussi les débats politiques et économiques. Captivant grâce à une écriture habile et un jugement affûté, l'auteur réussit un exercice *a priori* difficile : il ne tombe ni dans la caricature ni dans le jargon européen. G. Hewitt livre donc un excellent travail de journaliste, vulgarisant des situations politiques et économiques complexes, maniant adroitement les niveaux micro et macro de ces situations. On alterne entre les débats parfois opaques du Conseil européen à Bruxelles et des témoignages de citoyens grecs ou espagnols pris dans la tourmente incessante de la crise. On relit avec effroi les excès – irresponsables – de certains responsables locaux espagnols construisant des aéroports inutiles ou les manipulations de gouvernements grecs successifs pour maquiller les comptes publics. L'ouvrage essaie d'illustrer la déconnexion entre les décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles et l'évolution des situations nationales. Ce phénomène s'est un peu effacé ces derniers mois, mais entre 2010 et 2012, l'UE était marquée par un cycle infernal, où chaque Conseil européen n'était qu'une bouffée d'air évanescence, l'entre-deux voyant les pays en crise valser au rythme erratique des marchés.

*The Lost Continent* n'est pas un ouvrage pour spécialistes : il convient plutôt à un lectorat large. Il serait dommage de l'écarter pour cette raison : il se distingue d'autres ouvrages plus pointus, mais souvent déconnectés de la réalité dans les pays concernés – c'est sa grande force. Mais peut-être, aussi, sa faiblesse. L'auteur adopte le parti pris

implicite que chaque situation nationale est singulière, mais il élude la question de savoir pourquoi la crise touche différents pays quasiment en même temps. Les similitudes des situations précrise de ces pays, marquées par d'importants excès et un certain laisser-faire politique, ne suffisent pas à expliquer l'ampleur systémique de la crise. La lecture offre un panorama général et humanisé de cette crise, mais pas vraiment de clés de lecture analytiques. Autre écueil de cet ouvrage : son biais vers l'Europe de l'Ouest. Aucun chapitre n'est consacré au moindre État d'Europe centrale ou même d'Europe du Nord. C'est une lacune, quand on voit le délabrement économique de la Slovénie, l'état politique préoccupant de la Hongrie ou, à l'inverse, la santé robuste de la Finlande.

**Vivien Pertusot**

### **MADE IN GERMANY. LE MODÈLE ALLEMAND AU-DELÀ DES MYTHES**

Guillaume Duval

Paris, Seuil, 2013, 230 pages

Rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, Guillaume Duval est incontestablement un bon expert des questions relatives à l'Allemagne. Son ouvrage se décline en deux parties, consacrées à l'histoire et à l'actualité de la politique économique de l'Allemagne fédérale. Dans son premier chapitre, l'auteur passe en revue les facteurs structurels qui ont façonné le « capitalisme rhénan » et assuré le succès de l'économie allemande depuis 60 ans. G. Duval insiste notamment sur la culture d'entreprise outre-Rhin, respectueuse des droits des salariés, plus décentralisée et donc plus démocratique et, surtout, génératrice de compromis propices à la paix sociale. Il vante les avantages

qui résultent de la forte densité d'une population répartie sur l'ensemble du territoire, rappelle l'orientation libérale de la société allemande qui profite à l'esprit entrepreneurial et met l'accent sur la reconnaissance sociale dont bénéficient les formations à caractère professionnalisant du système « dual » allemand. Ces atouts auraient permis de surmonter les défis de l'unification, analysés dans le deuxième chapitre. Mais G. Duval estime aussi que le coût de ce qu'il considère comme une OPA de l'Ouest sur l'Est a été largement payé par les pays voisins de l'Allemagne, par la flambée des taux d'intérêt imposée par la Bundesbank malgré un taux d'inflation somme toute assez faible. D'où, selon l'auteur, la récession de 1993 et la montée de l'euro-scepticisme dans les pays voisins. À ses yeux, à peine unifiée l'Allemagne opte pour un comportement que l'on qualifiera, au moment de l'éclatement de la crise grecque, d'« égoïste et non coopératif ».

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage traitent de la politique économique menée sous l'appellation de « Hartz IV » par les gouvernements Schröder et Merkel. Dans cette seconde partie, G Duval se livre à une analyse critique, voire féroce, des réformes sociales menées depuis 2003, dont il fait un bilan très négatif. Certes, l'auteur ne nie pas les chiffres : un taux de chômage inférieur à 6 %, une croissance économique soutenue qui résiste à la crise et un excédent commercial qui frôle la barre de 200 milliards d'euros en 2013. Mais pour lui, ces bons chiffres, l'Allemagne ne les a pas obtenus grâce à sa politique d'austérité mais malgré cette dernière, en raison de plusieurs facteurs indépendants des lois Hartz IV : l'absence de bulle immobilière, une démographie déclinante qui désengorge le marché du travail, une forte demande de biens d'équipement émanant des pays



émergents, enfin la crise de l'euro qui a profité aux exportations allemandes.

On peut ne pas partager cette analyse, sérieuse quant à sa première partie, mais qui semble souffrir d'un parti pris idéologique dans la seconde. Contrairement à ce que prétend l'auteur, les Allemands ne s'enfoncent pas dans la précarité, qui touche 15 % de la population outre-Rhin, soit la moyenne observée dans les autres pays européens. Quant à la politique d'austérité vilipendée par G. Duval, force est de constater qu'elle obtient des résultats positifs en Italie et en Espagne, qui affichent des balances commerciales équilibrées grâce à la déflation salariale, à la flexibilité du marché du travail et à la hausse de la TVA, alors que l'économie française montre des signes de faiblesse, y compris en comparaison avec ses voisins du Sud.

**Hans Stark**

### **JOURNAL DE RUSSIE. 1977-2011**

Thierry de Montbrial  
Monaco, Éditions du Rocher,  
480 pages

### **JOURNAL ROMÂNESC/JOURNAL DE ROUMANIE**

Thierry de Montbrial  
Bucarest, Editura Rao, 2012,  
400 pages

Thierry de Montbrial a beau invoquer en introduction une « Russie rêvée », c'est une « Russie construite » qu'il nous propose sur 500 pages d'un journal couvrant 35 ans de voyages. Voyages de toutes formes, traduits en rencontres, en paysages, en échanges. Sans doute l'avalanche d'impressions, d'analyses, d'échos n'est-elle pas de

trop pour saisir l'immense pays, en trois périodes clé de son histoire présente : l'effondrement – au sens propre : l'affaissement sur soi... – de l'URSS ; le temps de l'ivresse et de l'humiliation des années 1990 ; le temps d'un long redressement entamé avec Poutine, mais dont l'issue reste indéfinissable.

Est-il possible d'aborder le maelström russe de ces temps autrement que par touches successives, à la fois modestes et signifiantes ? Les portraits dressés ici sont ceux d'institutions, politiques, culturelles, scientifiques – ce sont elles qui, en définitive, ont permis à la Russie de « tenir »... Mais aussi de générations – c'est une des complexités particulières de la Russie que d'avoir produit depuis les années 1980 des générations aux références si divergentes, contraintes pourtant de maintenir un même pays. Portraits de personnalités enfin, moins célèbres ou vedettes de l'actualité, voire de l'histoire. Gorbatchev : il représente toute l'ambiguïté soviétique – plus que russe – et la faiblesse d'un régime finissant, beaucoup plus que la volonté claire d'en finir avec lui. Eltsine : homme de caprices et de brutalité politiques, instrument d'une cause – la démocratie – dont il se réclamait sans cesse en l'ignorant toujours. Soljenitsyne, le « prophète » qui se protège de son immersion au cœur du capitalisme sans esprit en n'apprenant pas un mot d'anglais. Kadirov, despote d'une Tchétchénie spectaculairement « nettoyée » – le voyage à Grozny est un temps fort du *Journal*. Aliev, satrape *new look* d'un temps qu'on hésite à dire moderne. Et Poutine, bien sûr : un personnage plus complexe que ses portraits à charge occidentaux, qui gagne manifestement en maîtrise des dossiers au fil des rencontres et des mandats, se définit lui-même comme « conservateur non communiste », entend laisser à l'histoire le legs du redressement,

mais se refuse à amorcer la construction d'une société civile sans quoi nulle institution démocratique ne prend sens.

Le portrait longuement ébauché de Vladimir Vladimirovitch suggère que sa longue popularité se fonde sur sa ressemblance avec son propre pays : un mélange de brutalité, de bonne volonté, d'allure martiale face à d'immenses problèmes qu'on devine aujourd'hui insolubles, de rejet de l'anarchie faussement démocratique qui, dans les années 1990, a failli tuer le pays, de compromis inévitables avec les « forces profondes » du pays : l'immensité des neuf fuseaux horaires, la corruption endémique (et pourtant parfois reconstructrice...), l'absence de sens du collectif...

Il n'y a jamais de conclusion sur la Russie. Les enseignements du *Journal* sont pourtant multiples. Les discours occidentaux dominants sur la Russie négligent le temps et l'humilité nécessaires à la compréhension en profondeur. La complexité n'interdit pas l'analyse : elle devrait au contraire la provoquer et la prolonger. Le pays témoigne en même temps d'un immense malheur et d'une immense richesse, humaine, spirituelle, culturelle, matérielle et scientifique : c'est ce choc qui définit les étapes de son évolution. Enfin, 20 ans d'arrogance occidentale et dix ans de néoconservatisme américain (dupliqué avec empressement et pourtant retard en Europe) ont tenté de nous le faire oublier : la démocratie ne connaît ni génération spontanée ni croissance accélérée. Si la Russie enseigne quelque chose, c'est bien la mesure de l'espace et du temps. À méditer aussi par les impatients Européens...

À peu près simultanée est la publication du *Journal de Roumanie*, plus bref. Lu après le *Journal de Russie*, il donne une impression différente, rappelant la

diversité du défunt « camp socialiste » et imposant un changement d'échelle. La tyrannie de Ceaucescu était bien différente de l'autoritarisme amolli d'un Brejnev finissant. Mais elle témoigne à sa façon de l'impressionnante capacité de résilience des peuples et des sociétés. La dimension culturelle est partout présente dans ces pages roumaines, qui se font aussi l'écho d'une démocratisation aussi réelle que chaotique. Le *Journal de Roumanie* aide à connaître un des plus vieux pays d'Europe, l'un des plus proches de la culture française, à l'image pourtant détestable. Cette image fait écho à des réalités roumaines, mais elle est aussi profondément injuste, comme tout produit de l'ignorance.

D. D.

#### **HARD DIPLOMACY AND SOFT COERCION. RUSSIA'S INFLUENCE ABROAD**

James Sherr

Londres, Chatham House, 2013,  
152 pages

Chercheur associé à Chatham House et spécialiste reconnu de l'espace postsoviétique, James Sherr publie en 2013 un court ouvrage sur l'influence à l'étranger de Moscou. La Russie ne dispose pas à proprement parler de *soft power*, ce qui impliquerait une forte capacité d'attraction, mais recourt principalement à des modes coercitifs (pénétration, corruption et chantage) pour exploiter ses trois principales sources d'influence (*business*, énergie et culture). Ainsi posée, la thèse repose sur une interprétation fondamentalement critique de la politique étrangère russe.

Cette lecture s'explique par la continuité historique, soulignée par James Sherr, entre les héritages impérial et soviétique et le dispositif actuel. Avec la chute de l'URSS, Moscou perd la matrice

idéologique de son action extérieure. Il lui faut alors réinventer un corps de doctrine dans un contexte où la Russie définit sa légitimité internationale sur un paradoxe : répudiation idéologique et acceptation juridique de l'héritage soviétique.

Profondément déstabilisée sur le plan économique, la Russie n'a guère modifié ses équilibres civilo-militaires : aucun programme de purge des services de sécurité n'a été mis en place. Ces derniers ont très rapidement intégré l'équation économique dans leur action, tout en continuant à véhiculer un projet de puissance. James Sherr souligne ainsi la continuité entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine. Compte tenu des moyens financiers à sa disposition, ce dernier réaffirme le rôle de l'État par rapport aux intérêts privés. À partir de 2005, après la « révolution orange » en Ukraine, il se réfère directement à la notion de *soft power* et insiste sur la nécessité de développer ce dernier pour accompagner les nouvelles ambitions internationales du pays.

Pour ce faire, le Kremlin recourt à quatre outils principaux. Premièrement, Vladimir Poutine s'appuie sur une diplomatie reconnue pour son professionnalisme, qui alterne coopération et confrontation dans un pragmatisme systématique. Des efforts sont faits en matière de diplomatie publique visant à revitaliser la langue, la culture et l'histoire russes, en particulier vis-à-vis des pays de l'étranger proche. Deuxièmement, le Kremlin conduit une intégration à l'économie mondiale qui s'appuie sur un certain nombre de grandes entreprises, soucieuses désormais – grande différence avec la période Eltsine – de ne pas contester ouvertement l'autorité de l'État. Troisièmement, le Kremlin accorde une attention toute

particulière au secteur de l'énergie, central pour l'économie du pays et donc sa stabilité. Cette interaction est au cœur du système Poutine, aussi bien dans sa dimension intérieure qu'extérieure. Quatrièmement, le Kremlin élabore et diffuse un discours sur la civilisation russe, qui s'appuie non seulement sur l'Église orthodoxe, mais sur une modernisation de ses relais médiatiques.

Pour James Sherr, le bilan de ces multiples efforts est, au final, mitigé, dans la mesure où Moscou ne parvient pas à rassurer sur ses intentions. Dans sa conclusion, l'auteur donne d'utiles clés de déchiffrement à l'attention des décideurs européens et formule des recommandations qui s'apparentent à une tentative de contre-influence. Le grand mérite de cet ouvrage est de venir enrichir notre compréhension opérationnelle de la politique étrangère russe, à un moment où celle-ci se montre parfois décisive, par exemple en Syrie.

**Thomas Gomart**

### **MR. PUTIN. OPERATIVE IN THE KREMLIN**

Fiona Hill et Clifford G. Gaddy  
Washington, DC, Brookings  
Institution Press, 2013, 400 pages

Les deux auteurs, chercheurs à la Brookings Institution, dressent dans cet *opus* un portrait psychologique de Vladimir Poutine. Le sujet, maintes fois abordé, peut sembler rébarbatif. Cependant, l'ouvrage convainc : pour Fiona Hill et Clifford Gaddy, le président russe amalgame de multiples identités, chacune héritée de son passé et jouant un rôle dans sa gouvernance, sa vision du monde, sa réaction aux événements. Depuis une décennie, observateurs et public sont habitués aux « rôles » variés

de Vladimir Poutine, « l'homme sans visage » : pilote de chasse ou de formule 1, cavalier, ami de la faune sauvage, *crooner*, etc. L'ouvrage laisse de côté l'aspect *showman* du président, et des analyses excessivement focalisées sur son passé au KGB, pour lui attribuer six identités. L'étatiste, dont la mission est de restaurer la puissance de l'État russe, selon lui quasi annihilée par la chaotique transition des années 1990. L'homme d'histoire, lecteur avide de mémoires de figures historiques russes, où il puise l'inspiration pour restaurer la grandeur de l'État et son identité. Le survivant, seul enfant rescapé de parents qui ont survécu au blocus de Leningrad. Poutine perçoit également la Russie comme la rescapée d'invasions et de famines, devant toujours envisager le pire. L'étranger : Poutine est issu d'une famille qui n'a jamais fait partie de l'*intelligentsia* soviétique ou de la *nomenklatura* communiste. Stationné en Allemagne de l'Est, il a totalement manqué la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev. Le libéral, qui croit en l'économie de marché mais en a une compréhension déformée. L'officier traitant, qui importe les méthodes du KGB au Kremlin et aime à citer Henry Kissinger : « Toutes les personnes décentes ont commencé leur carrière dans le renseignement. »

Ces éléments se fondent dans la posture de Poutine en « PDG » de Russia Inc. – mais il s'agit plutôt d'un patronat de type clanique. Ses anciens collègues de la mairie de Saint-Pétersbourg (Alexeï Koudrine, Dmitri Medvedev, etc.), les oligarques et les « vestiges » de l'ère Eltsine qui constituent le groupe dirigeant sont liés par des rapports de loyauté. Le véritable lien est toutefois la perspective de réaliser des bénéfices ; et pour V. Poutine celle de garantir son pouvoir en accumulant des *kompromat* – des matériaux compromettants – pouvant être utilisés contre les personnalités susmentionnées. La corruption, selon

les auteurs, n'est pas une conséquence du système Poutine ; elle est *inhérente* à son fonctionnement.

F. Hill et C. Gaddy dissipent aussi certains mythes. Plutôt que restaurer l'URSS, Poutine entend capitaliser sur les passés soviétique et tsariste pour façonner une nouvelle Russie. Il ne souhaite guère rétablir le contrôle total de l'État sur l'économie, mais son expérience de « facilitateur » entre autorités politiques et milieux d'affaires à la mairie de Saint-Pétersbourg lui fait voir l'économie de marché sous le seul prisme des rapports de force.

Aujourd'hui, certaines des facettes du président constituent plus un handicap qu'un atout, alors qu'il lutte pour s'adapter à une Russie plus riche économiquement et mature politiquement. Poutine ne comprend guère les demandes de changement, d'où sa réaction face aux manifestations de l'hiver 2011-2012 et les pressions diverses exercées sur la société civile depuis sa réélection. Même si les auteurs ne le disent pas clairement, la conclusion de ce portrait pourrait être que, pour survivre politiquement après 2018, Poutine devra s'inventer... une nouvelle identité. Mais il n'est pas certain, cette fois, qu'il le pourra.

**Julien Nocetti**

### **CAN RUSSIA MODERNISE? SISTEMA, POWER NETWORKS AND INFORMAL GOVERNANCE**

Alena V. Ledeneva  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2013, 328 pages

La particularité de ce livre est qu'il dépasse l'analyse de l'origine et de la

substance des pratiques informelles existantes, pour les inscrire dans le paradigme politique qui les génère et les alimente, le *Sistema*. Ce terme diffus désigne une gouvernance fondée sur les réseaux clientélistes et l'(ir)responsabilité collective, se substituant à des institutions politiques et sociales sous-développées.

Depuis l'époque soviétique, ce type de gouvernance assouplit la rigidité du régime, ajuste les rapports de force et redistribue les ressources. La plupart des caractéristiques du *Sistema* sont toujours d'actualité : non-transparence, recrutement fondé sur la loyauté plutôt que sur le professionnalisme, récompenses et punitions sur une base extralégale, *leadership* fort et personnalisation du pouvoir, etc.

Cependant, ce *Sistema*, dans la Russie postsoviétique, a connu quelques évolutions sous l'influence de trois facteurs majeurs : monétisation, globalisation et nouvelles technologies. Le *blat*, utilisation du réseau personnel pour obtenir des privilèges, reste encore incontournable pour l'accès à un poste important, aux services de santé ou à l'éducation, mais perd sa valeur pour se procurer les biens de consommation. Il est remplacé par l'*otkat*, rente monétaire prélevée sur les services rendus. La globalisation permet désormais d'échapper au *Sistema* : la fuite des cerveaux et des capitaux, les appels aux tribunaux économiques internationaux ou à la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) le démontrent. En même temps, les ramifications du *Sistema* peuvent aussi se globaliser : par exemple, refuge de plusieurs Russes, Londres en serait devenu partie et complice. Enfin, les nouvelles technologies, réseaux sociaux et accès à l'information sur Internet, mettent au défi le *Sistema*.

Malgré cela, aucun de ces facteurs ne suffit à le démanteler. Loin de détruire les règles informelles, une contrainte extérieure provoque tout de suite une réorganisation du *Sistema* pour répondre au défi. La majorité des participants n'ont aucune motivation à changer ou à rendre le système transparent, chaque *insider* étant suspendu à son propre « crochet », qui garantit sa loyauté : *komproimat* (dossier compromettant), privilège matériel, poste élevé, peur des sanctions et de l'exclusion, etc. Au cœur du *Sistema*, même le *leader* qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs en est l'otage et doit se plier à ses règles : ainsi Vladimir Poutine semble-t-il ne pas pouvoir prendre de décisions sans tenir compte de réseaux complexes, sans respecter le fragile équilibre des intérêts.

S'appuyant sur de nombreux entretiens avec les anciens *insiders* du *Sistema*, cette étude « ethnographique » est un fil d'Ariane qui permet d'appréhender une société où les règles du jeu ne sont ni transparentes ni rationnelles aux yeux des observateurs extérieurs. Son argument central consiste à dire que la modernisation de la Russie n'est pas possible sans celle de ce système de gouvernance. Faute de ce changement, il subsistera toujours un décalage entre la volonté affichée et la réalité des choses. Briser le cercle vicieux suppose honnêteté et intégrité personnelles, égalité devant la loi, sécurité des droits de propriété et séparation des pouvoirs. La distance qui sépare cet idéal de l'état des choses actuel relativise tout discours sur la possibilité d'une « modernisation autoritaire » menée par le haut en Russie.

**Tatiana Kastouéva-Jean**

## **KOSOVO. UNE GUERRE « JUSTE » POUR UN ÉTAT MAFIEUX**

Pierre Péan

Paris, Fayard, 2013, 506 pages

Le Kosovo ne fait plus les titres de l'actualité internationale mais continue de susciter des prises de position passionnées. Ce livre de Pierre Péan en est un exemple : davantage plaider ou réquisitoire que description de l'action menée par la communauté internationale au Kosovo. Plaider pour les Serbes du Kosovo victimes de crimes, d'exactions et de spoliations et maintenant séparés de la Serbie. Réquisitoire contre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France qui, pour l'auteur, ont systématiquement favorisé l'ethnie albanaise et installé un pouvoir mafieux aux commandes du nouvel État. L'auteur reconnaît que toutes les ethnies du Kosovo ont été victimes d'atrocités. Mais, sur la foi de témoignages de la seule communauté serbe, il insiste sur le fait que lorsque les Serbes ont été des victimes, la Mission des Nations unies au Kosovo (MINUK) et la Kosovo Force (KFOR, force de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord [OTAN] au Kosovo) n'ont rien fait pour empêcher ces crimes et trouver les coupables. Ce qui est très éloigné de la vérité.

Pierre Péan ne distingue pas l'année 1999, où seule la KFOR était présente et où elle était impuissante devant de très nombreux crimes interethniques, de la période qui a suivi, où la police internationale et une police kosovare multiethnique ont agi et se sont montrées beaucoup plus efficaces.

L'enquête de l'auteur est partisane et incomplète. Partisane car ses seuls interlocuteurs locaux semblent avoir

été des Serbes. On cherche en vain dans ce livre des citations ou des comptes rendus d'entretiens avec des Albanais. Or en refusant de participer aux élections, en pratiquant systématiquement la politique de la chaise vide dans les institutions mises en place par la MINUK – institutions où ils sont pourtant surreprésentés –, les Serbes se sont privés de toute possibilité de jouer un rôle dans le cadre institutionnel, se contentant d'une posture purement protestataire. L'auteur aurait dû évoquer le problème fondamental du Kosovo, qui est de faire fonctionner la multiethnicité dans une société très divisée et qui n'en veut pas.

L'enquête est également incomplète : Pierre Péan s'est contenté de rapports d'ONG et d'entretiens avec quelques acteurs internationaux, dont aucun n'avait un rôle majeur. Aucun représentant de l'ONU n'a été interviewé : cela aurait pourtant donné une vision plus équilibrée de l'action de la mission de maintien de la paix, la première à avoir un mandat de gouvernance et d'administration d'un territoire.

Une part excessive du livre est consacrée au trafic d'organes, sacrifiant au sensationnel, sans pour autant apporter de nouvel élément, se contentant de citations des mémoires très contestés de Carla del Ponte, ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), publiés en 2008, et du rapport, tout aussi contesté, présenté par Dick Marty devant le Conseil de l'Europe en 2010.

L'auteur écrit justement que l'une des difficultés d'enraciner un véritable état de droit au Kosovo provient des liens étroits entretenus par de nombreux dirigeants avec la criminalité organisée. Cela est également vrai dans

plusieurs États des Balkans. Il serait injuste d'en rendre entièrement responsable l'action de la communauté internationale.

**Jean-Christian Cady**

## MOYEN-ORIENT

### BREAKING IRAQ. THE TEN MISTAKES THAT BROKE IRAQ

Ted Spain et Terry Turchie  
Palisades, NY, History Publishing  
Company, 2013, 310 pages

Dans cet ouvrage écrit en collaboration avec l'ancien sous-directeur du Bureau fédéral d'investigation (FBI) Terry Turchie et paru en mars 2013 à l'occasion de l'anniversaire des dix ans de la guerre en Irak, le colonel américain à la retraite Ted Spain restitue son expérience de commandant de la 18<sup>e</sup> brigade de police militaire à Bagdad entre 2003 et 2004. Il décorique à ce titre les dix erreurs majeures qu'il considère avoir été commises par les États-Unis durant leur première année d'occupation et qui éclairent à ses yeux la faillite du double projet de démocratisation et de stabilisation de l'Irak. Comment expliquer la vitesse avec laquelle les troupes américaines se sont enlisées sur le terrain et l'ampleur de l'échec stratégique et politique de Washington ? L'effondrement du régime baasiste de Saddam Hussein ne devait-il pas ouvrir la voie à une nouvelle ère de paix et de prospérité en Irak et à l'échelle de tout le Moyen-Orient ?

Étroitement associé à la préparation des opérations militaires en amont du conflit, puis à leur mise en œuvre

concrète, le colonel Spain s'assigne ici la délicate tâche de rendre compte le plus objectivement possible des faits dont il a été le témoin. Parmi les erreurs qu'il recense et qui pour lui ont brisé l'Irak en le plongeant dans un chaos sécuritaire sans fin, Spain souligne l'insuffisance des effectifs de police militaire déployés dans les villes en comparaison des effectifs des troupes de combat. Il pointe du doigt le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld qui, par sa négligence des missions de maintien de l'ordre et de restauration d'un état de droit, serait responsable de l'insécurité structurelle minant le pays depuis plusieurs années et du divorce quasi immédiat, en 2003, entre la population locale et l'armée américaine. Spain soulève ainsi la question des milliers de prisonniers irakiens détenus sur des bases militaires américaines sans motif légitime et des traitements dégradants dont ils ont fait l'objet, avant de mettre en exergue les divergences qui ont opposé le sommet même de la hiérarchie militaire à de simples soldats et officiers livrés à eux-mêmes.

Une autre raison de la déroute américaine serait, selon Spain, l'opportunisme criant des cadres et personnels de la « zone verte », bien souvent partis en Irak pour y faire carrière et non par conviction morale ou volonté d'aider les Irakiens dans leur effort de reconstruction. L'administrateur civil en chef Paul Bremer a lui-même posé les jalons d'une situation totalement ingérable en démantelant l'armée irakienne et en décimant les élites traditionnelles du pays. La reconstitution hâtive de nouvelles forces armées, dans de nombreux cas infiltrées par des éléments criminels, explique enfin l'incapacité des États-Unis et des autorités irakiennes à rétablir tout semblant de sécurité.

Rapporté sur un ton aussi personnel qu'anecdotique, et surtout sans concessions, le récit du colonel Spain laisse entrevoir certains aspects – militaires et humains – trop souvent omis dans la narration de la dernière séquence d'occupation étrangère en Irak, surtout du côté officiel américain. Une occupation dont l'histoire reste assez largement à écrire, alors que les États-Unis ont achevé de se retirer du pays fin 2011 et semblent amorcer un désengagement plus ample du théâtre moyen-oriental. L'Irak, quant à lui, n'est à l'évidence ni plus démocratique, ni plus pacifique qu'il ne l'était...

**Myriam Benraad**

### **IRANIAN FOREIGN POLICY SINCE 2001. ALONE IN THE WORLD**

Sous la direction de Thomas Juneau et Sam Razavi  
Londres/New York, Routledge, 2013,  
256 pages

Pour les directeurs de l'ouvrage, l'élément déterminant de la situation internationale de la République islamique est son isolement. Cette solitude stratégique a d'ailleurs été renforcée par la montée des néoconservateurs sous la présidence Ahmadinejad et par le printemps arabe qui a entraîné plus de pertes que de gains pour la diplomatie régionale de Téhéran. Face à des défis sans cesse renouvelés, les décideurs iraniens seraient dans l'incapacité de mettre en œuvre une stratégie internationale cohérente permettant à l'Iran de sortir de sa solitude.

Les contributions traitent de questions telles que la puissance iranienne, potentielle et réelle (Juneau), la pensée stratégique de l'Iran au XXI<sup>e</sup> siècle

(Roshandel) ou le rôle de l'idéologie islamique dans la stratégie régionale et internationale de Téhéran. Monshipouri analyse plus particulièrement les perceptions iraniennes des révoltes arabes (Égypte, Syrie, Afrique du Nord) pour conclure que la question déterminante pour le développement politique au niveau régional est la rivalité entre le modèle turc de modernité islamique et le modèle théocratique iranien qu'il qualifie de « *rejectio-nist* ». La question du nucléaire iranien est, elle, abordée dans le contexte de l'émergence du Mouvement vert après l'élection présidentielle contestée de juin 2009 (Entesar). Les quatre chapitres suivants éclairent l'influence régionale de Téhéran au travers des relations entretenues avec l'Irak, où le principal objectif poursuivi par l'Iran est la préservation de l'intégrité territoriale du pays (Barzegar) ; les voisins du golfe Persique avec une attention particulière accordée à ce que Téhéran définit comme le « facteur saoudien » ainsi qu'aux relations économiques avec les Émirats arabes unis (Kamrava) ; le Levant, où Téhéran utilise à la fois le *soft* et le *hard power* et dont l'attitude serait, selon Razavi, une « réaction » face aux stratégies d'endiguement mises en œuvre par les pétromonarchies sunnites, Israël et les États-Unis ; le Caucase du Sud, où Sadri et Vera-Muniz expliquent que l'Iran développe une politique réaliste en dépit d'une rhétorique diplomatique parfois controversée. Enfin, dans la dernière partie de l'ouvrage, sont évoquées les relations entre l'Iran et l'Inde (Pant), la Russie (Katz), la Chine (Dorraj/English) et les États-Unis (Beeman).

En conclusion, Rajaei explique que la politique étrangère de l'Iran est essentiellement réactive, en ce sens que Téhéran subit les événements plutôt qu'il n'est un agent de changement.



Cette vision est cependant d'un intérêt heuristique limité, puisqu'elle omet de prendre en considération le substrat idéologique khomeyniste sur lequel se fonde la politique étrangère de l'Iran. Si les grandes lignes fixées par l'ayatollah Khomeyni ne sont pas appliquées de manière systématique et qu'il y a une part de réactivité dans le comportement international de Téhéran, c'est à partir du cadre idéologique khomeyniste que se construit,

de manière proactive, la diplomatie contestataire de l'Iran sur la scène internationale. En dépit de la qualité des contributions, on regrettera enfin qu'il n'y ait pas de chapitres consacrés aux relations avec l'Afrique et l'Amérique latine, qui constituent pourtant les principales innovations diplomatiques dessinées par les élites politiques de la république islamique d'Iran pendant la période post-2001.

**Clément Therme**